

# PREFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES AFFAIRES DECENTRALISEES  
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES  
JMG/AB

## A R R E T E

N° 940299 du 11 MARS 1994 portant  
autorisation d'exploiter au titre des installations classées

LE PREFET DU HAUT-RHIN  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et du titre 1er de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
- VU la demande présentée le 30 juillet 1993 par la Société Technique Française de Nettoyage (T.F.N.) dont le siège social est 251 rue de Crimée à 75019 PARIS, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un atelier de nettoyage de pièces métalliques à RICHWILLER, Zone Industrielle ;
- VU le dossier annexé à la demande et notamment les plans du projet ;
- CONSIDERANT que cette installation constitue un établissement classé soumis à autorisation visé au n° 167c et à déclaration aux n°s 1bis et 3-1° de la nomenclature des Installations Classées ;
- VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle la demande susvisée a été soumise pendant un mois du 25 octobre 1993 au 26 novembre 1993 ;
- VU les avis du commissaire enquêteur, du Conseil Municipal de RICHWILLER, WITTENHEIM et MULHOUSE, et des Services Techniques ;
- VU le rapport du 7 janvier 1994 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'inspection des Installations Classées ;
- VU l'avis du 27 janvier 1994 du Conseil Départemental d'Hygiène ;
- SUR proposition du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Égalité Fraternité*

A R R E T E

**TITRE I : GENERALITES**

**ARTICLE 1-1 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES :**

La Société TFN, dont le siège social est 251, rue de Crimée 75019 PARIS, est autorisée à exploiter dans ses locaux situés 4, rue Manurhin dans la Zone Industrielle de RICHWILLER, en conformité aux dispositions du présent arrêté, un atelier de nettoyage de pièces métalliques. Le nettoyage sera effectué par le procédé du bain par lit fluidisé suivi d'un grenaillage pour la finition. L'installation du bain à lit fluidisé sera munie d'une chambre de post-combustion, aura une puissance totale maximale de 477 kW et fonctionnera au gaz de ville.

**ARTICLE 1-2 :**

L'activité est soumise aux régimes de l'autorisation (A) et de déclaration (D) selon les rubriques suivantes :

N° Rubrique	Désignation Rubrique	Désignation Activité	Régime
1 bis	Emploi de matières abrasives.	Emploi de grenaillage métallique.	D
3-1°	Ateliers de charge d'accumulateurs.	Lorsqu'il s'agit de charges ordinaires...	D
167 C c	Installations d'élimination de déchets industriels provenant d'installations classées.	Incinération.	A

**ARTICLE 1-3 : CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES :**

L'installation sera établie et exploitée en conformité avec les plans et descriptifs annexés à la demande du 3 août 1993, sauf dispositions contraires au présent arrêté.

Exception faite des mesures prises pour le respect des prescriptions énumérées dans l'arrêté, tout projet de modification des plans et descriptifs annexés à la demande devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

**ARTICLE 1-4 : INFORMATION EN CAS D'ACCIDENT :**

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de MULHOUSE chargée de l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976 (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

Sont à signaler notamment en application de cet article :

- tout incident ou explosion,
- toute émission anormale de fumées ou de gaz irritants, odorants ou toxiques,
- tout résultat d'une analyse ou d'un contrôle du niveau des bruits émis par l'installation, de la teneur des fumées en polluants, de l'état des installations électriques, etc..., mettant en évidence un mauvais fonctionnement des dispositifs d'épuration de nature à provoquer de graves inconvénients, ou l'existence d'un danger.

Lorsque le fonctionnement des installations fait apparaître des inconvénients ou dangers que les prescriptions ci-dessous ne suffisent pas à prévenir l'exploitant doit en faire la déclaration sans délai à l'inspection des installations classées.

Dans les cas visés aux alinéas précédents, l'exploitant prendra les mesures d'exécution immédiates nécessaires pour faire cesser les dangers ou inconvénients et limiter les conséquences pour les intérêts protégés par l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

### **ARTICLE 1-5 : ABANDON DE L'EXPLOITATION :**

Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est autorisée, l'exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui suit cette cessation.

Lors de l'arrêt de l'installation, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

## **TITRE II : EQUIPEMENTS**

### **ARTICLE 2-1 : INSTALLATIONS ELECTRIQUES :**

#### **1. Définition des zones de dangers :**

L'exploitant déterminera les zones de risque incendie et les zones de risque explosion de son établissement. Ces zones seront reportées sur un plan qui sera tenu à jour régulièrement et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les zones de risque incendie sont constituées de volumes où en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.

Les zones de risque explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en oeuvre ou stockées.

#### **2. Conception générale de l'installation :**

Le bâtiment sera facilement accessible par les services de secours qui devront pouvoir faire évoluer sans difficulté leurs engins.

.../...

### 3. Mesures constructives :

Les éléments de construction du bâtiment présenteront des caractéristiques de résistance et de réaction au feu adaptées aux risques encourus :

- les murs seront réalisés en bardage métallique et présenteront une résistance au feu de 2 heures.
- le désenfumage de l'atelier sera réalisé par un dispositif d'extraction de fumée, complété par des exutoires de fumée et de chaleur, manoeuvrables manuellement depuis le sol.

Les dispositifs de commande seront reportés près des accès et devront être facilement repérables et aisément accessibles.

Les installations électriques seront conformes aux réglementations en vigueur. Elles seront entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion est également applicable.

### ARTICLE 2-2 : PROTECTION CONTRE LA FOUDRE, L'ELECTRICITE STATIQUE ET LES COURANTS DE CIRCULATION :

Tous les appareils comportant des masses métalliques seront mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentiellees.

La mise à la terre se fera dans les règles de l'art.

L'installation sera équipée d'un dispositif de protection contre la foudre conforme à la norme française C 17100 (février 1987). En particulier la résistance de mise à la terre sera inférieure à 10 ohms.

.../...

### **TITRE III : PROTECTION ET LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

#### **ARTICLE 3-1 : PREVENTION DES RISQUES :**

- . Il sera interdit de fumer dans le local abritant l'installation du lit fluidisé ou d'y apporter des feux nus. Cette interdiction devra être matérialisée.
- . La distribution de gaz naturel comportera à l'extérieur du local une vanne de coupure manuelle.
- . Les systèmes de sécurité afférents à la distribution de gaz seront installés conformément au dossier de demande d'autorisation.

#### **ARTICLE 3-2 : MOYENS PROPRES AU SITE :**

L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur, en particulier, d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur du local.

Tous ces équipements ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz, ...) seront bien matérialisés et facilement accessibles. Le personnel sera formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie.

#### **ARTICLE 3-3 : RESEAU D'INCENDIE :**

L'eau d'extinction d'incendie du local sera fournie par le réseau public.

L'exploitant devra faire parvenir aux Services Incendie et Secours, dans un délai de 1 mois, un plan de l'établissement faisant apparaître le réseau d'eau et les poteaux d'incendie normalisés.

.../...

**ARTICLE 3-4 : PLAN D'INTERVENTION :**

L'exploitant établira une consigne précisant notamment l'organisation, les effectifs affectés, le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre, répartis dans l'établissement, les moyens de liaison avec les Services d'incendie et de secours.

**TITRE IV : PREVENTION DES RISQUES DE POLLUTION****ARTICLE 4-1 : PREVENTION CONTRE LES BRUITS ET LES VIBRATIONS :****1. Principes généraux :**

Les installations devront être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement, et les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées lui sont applicables.

**2. Appareils de communication :**

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

.../...

### 3. Niveaux acoustiques :

Les niveaux limites admissibles de bruit ne devront pas excéder du fait de l'établissement, les seuils fixés dans le tableau ci-dessous.

EMPLACEMENT	NIVEAUX LIMITES ADMISSIBLES DE BRUIT EN dB(A)		
	Jour 7 h à 20 h	- Périodes intermédiaires 6 h à 7 h - 20 h à 22 h - dimanches + jours fériés	Nuit 22 h à 6 h
En limite de propriété.	65	60	55

### 4. Contrôles :

L'inspecteur des installations classées de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement pourra demander que des contrôles ponctuels de la situation acoustique soient effectués par un organisme qualifié dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

Les résultats seront communiqués à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de MULHOUSE, dès réception.

## **ARTICLE 4-2 : PREVENTION DE LA POLLUTION PAR LES DECHETS :**

### 1. Principes généraux :

L'exploitant s'attachera à réduire le flux de production de déchets de son établissement. Il organisera la collecte et l'élimination de ces différents déchets en respectant les dispositions réglementaires en vigueur (loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 et ses textes d'application) ainsi que les prescriptions du présent arrêté.

.../...



## 2. Stockage interne :

Le stockage provisoire des déchets de l'établissement se fera dans des installations convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation garantiront la prévention des pollutions et des risques. En particulier le stockage des déchets issus du lit fluidisé et de la grenailleuse s'effectuera en benne couverte à l'abri des intempéries.

Toute mise en dépôt à titre définitif de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

## 3. Caractérisation - Elimination - Valorisation :

3.1. Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'il soient est interdite.

3.2. L'élimination des déchets à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, devra être assurée par une entreprise autorisée à cet effet au titre de la loi 76-663 du 19 juillet 1976.

3.3. L'exploitant mettra en place à l'intérieur de son établissement une collecte sélective de manière à séparer les différentes catégories de déchets, en vue de leur élimination et de leur revalorisation .

En ce qui concerne les déchets issus du lit fluidisé et de la grenailleuse, il sera réalisé une fois par an par un laboratoire agréé un prélèvement de ces scories et un test de lixiviation sera réalisé. Les éléments recherchés sont le pH, DCO, hydrocarbures et le plomb, zinc, nickel, cadmium, fer, chrome, baryum, aluminium, titane, soufre, magnésium, chlorures. Le résultat de ce test de lixiviation sera envoyé dès réception à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

## 4. Contrôle des conditions d'élimination des déchets :

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un récapitulatif des opérations effectuées au courant du trimestre précédent et relatives à l'élimination des déchets générateurs de nuisances, selon les modèles figurant en annexe 4.1, 4.2, 4.3 et 4.4 de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985.

.../...

### **ARTICLE 4-3 : PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX :**

Il n'y aura pas d'utilisation d'eau dans le procédé du bain par lit fluidisé.

#### **1. Eaux pluviales :**

Les eaux de toitures et les eaux de ruissellement seront évacuées par puits perdus.

#### **2. Eaux usées :**

Les eaux usées seront relatives à l'usage des sanitaires et douches (environ 2 personnes) et rejoindront le réseau d'assainissement de la zone industrielle.

### **ARTICLE 4-4 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE :**

#### **Pyrolyse :**

L'installation comprendra :

- un lit fluidisé (1 brûleur de fluidisation de 217 kW et 2 brûleurs de pré-combustion de 30 kW chacun).
- une chambre de post-combustion (1 brûleur de post-combustion de 200 kW).

Le combustible utilisé sera le gaz naturel.

La puissance totale de l'installation sera de 477 kW.

#### **Produits pouvant être pyrolysés :**

L'installation sera exclusivement utilisée pour le décapage des pièces métalliques.

#### **Condition d'incinération :**

Les conditions d'incinération en termes de températures, de temps de combustion et de taux d'oxygène devront être conçues de manière à garantir une incinération totale des déchets et une oxydation complète des gaz de combustion.

.../...

Les gaz de combustion devront à ce titre, être portés pendant au moins deux secondes à une température au moins égale à 1 000° C, dans une chambre de post-combustion. Ils devront contenir au moins 6 % d'oxygène pendant la période où ils seront portés à cette température. Le temps de séjour devra être vérifié lors des essais de mise en service.

Le four sera géré de manière à garantir la fiabilité de l'épuration et il n'y aura pas démarrage du lit fluidisé tant que la température de post-combustion n'est pas atteinte. Il y aura arrêt du processus du lit fluidisé lors d'une panne sur la post-combustion.

#### Conduit d'évacuation :

Sa forme, notamment dans la partie la plus proche du débouché devra être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents.

La cheminée aura une hauteur minimale de 8,10 mètres.

#### Normes d'émission :

Vitesse verticale des gaz de combustion en sortie de cheminée	> 8 m/s
Poussières totales	< 50 mg/Nm <sup>3</sup>
Acide chlorhydrique	< 50 mg/Nm <sup>3</sup>
Métaux lourds : chrome, plomb, cuivre, zinc	< 5 mg/Nm <sup>3</sup>
Composés organiques (en carbone total)	< 20 mg/Nm <sup>3</sup>

Les valeurs limites d'émission fixées sont déterminées en masse par volume des gaz résiduels, sont exprimées en milligrammes par mètre cube normal sec (mg/m<sup>3</sup>), et sont rapportées à une teneur en oxygène dans les gaz résiduels de 11 p. 100, après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) ou une teneur en dioxyde de carbone dans les gaz résiduels de 9 p. 100 après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).

Contrôles :

La conduite de rejet à l'atmosphère du lit fluidisé sera aménagée conformément à la norme NFX 44052.

L'inspecteur des installations classées pourra imposer, aux frais de l'exploitant, des mesures de la teneur des gaz émis, en polluants ou en poussières, de leur débit ou de toutes caractéristiques utiles.

Les prélèvements seront effectués par un organisme qualifié dont le choix sera soumis à l'approbation de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement. Les résultats des analyses seront communiqués à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de MULHOUSE, dès réception.

Les analyses et prélèvements seront à la charge de l'exploitant.

Autosurveillance :- Combustion :

Un contrôle de la température des gaz de combustion sera effectué en permanence en un point représentatif des conditions de combustion.

Un contrôle de la teneur en oxygène des gaz de combustion sera effectué mensuellement.

A la mise en service, une campagne de mesure complète sera effectuée et en particulier le temps de séjour à la température de post-combustion de 1 000° C fera l'objet d'une vérification.

- Gaz rejetés :

Une campagne de mesures ponctuelles en :

- . poussières
- . acide chlorhydrique
- . monoxyde de carbone

.../...

- . métaux lourds
- . mercure (particulaire et gazeux)
- . dioxyde de soufre
- . imbrûlés
- . composés organiques totaux

sera effectuée tous les semestres pendant 1 an à compter du démarrage de l'incinération. Cette campagne doit être réalisée avec un échantillon représentatif des peintures à incinérer. Cette fréquence pourra être révisée en fonction des résultats obtenus au cours de cette année.

Une première campagne de mesures sera réalisée dès la mise en route de l'installation.

Les résultats seront communiqués à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement. Le compte-rendu de l'organisme agréé devra mentionner les informations concernant l'origine des pièces.

.../...

## TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES

**Article 5.1** - Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du Code du Travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même code.

**Article 5.2** - La présente autorisation cessera d'avoir effet dans le cas où les activités mentionnées ci-dessus n'auront pas été mises en exploitation avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter du jour de la notification ou si leur exploitation est interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

**Article 5.3** - Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois suivant la prise de possession.

**Article 5.4** - En cas de cessation d'activité, l'exploitant en informera le Préfet du HAUT-RHIN dans le mois qui suit cette cessation.

Il remettra le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976 modifiée (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

**Article 5.5** - L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation dudit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publique et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

**Article 5.6** - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 5.7** - La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (Code de l'Urbanisme, Code du Travail, voirie, etc...).

**Article 5.8** - Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (D.R.I.R.E.) chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

.../...

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Fait à COLMAR, le **1 MARS 1994**

Le Préfet,



Pour ampliation  
Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Chef de Bureau :

Christian AULEN

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Signé : J.C. EHRMANN

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative

aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif,

le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur

ou pour l'exploitant,

il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.